

AMÉRIQUE LATINE

Retour à la guerre sale des années soixante-dix



Au moment où George W. Bush doit définir les objectifs de son second mandat présidentiel, le journaliste mexicain Carlos Fazio rappelle que des plans d'intervention militaire en Amérique latine ont été préparés par le Pentagone dès le 11 septembre. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils permettraient aux États-Unis d'éradiquer toute opposition à leur domination impériale sur le continent. Pratiquement, Washington ferait soustraire ces guerres par des armées locales et des mercenaires, réutilisant ainsi les techniques de la guerre sale des années 70 sans avoir à se salir directement les mains avec des escadrons de la mort.

page 2

Vers une criminalisation de l'antisionisme ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Depuis la conférence de Durban, le gouvernement Sharon s'emploie à assimiler antisionisme et antisémitisme. Cet argumentaire a été repris par Jean-Christophe Rufin dans un rapport remis au ministère de l'Intérieur français. Il en débat avec son adversaire de longue date, Pascal Boniface. Pour ce dernier, il s'agit d'une tentative de limiter la liberté d'expression, tandis que Rufin plaide le malentendu.

page 7

REPÈRE : 2 NOVEMBRE 1530

La spéculation noie 400 000 personnes en Hollande

Les villes et villages du Zeeland, aux Pays-Bas, sont construites sur des terres marécageuses peu à peu gagnées sur la mer. Mais l'entretien des digues coûtant cher, les prévôts et les guildes préfèrent investir dans le commerce maritime plutôt que dans des sacs de gravats et des salaires d'ouvriers. En 1530, les villes autour du Zuider Zee organisent une grève de l'impôt pour forcer les autorités à engager les sommes nécessaires à la réfection des digues. Celles-ci promettent... mais ne font rien, préférant spéculer avec l'argent des travaux. Dans la nuit du 1er novembre 1530, alors qu'une tempête fait rage, les digues cèdent sur des dizaines de kilomètres. Tout l'arrière pays est inondé, plus de 400 000 personnes disparaissent dans les flots. Les semaines suivantes, les survivants attaqueront les prévôts et lyncheront les autorités pour leur négligence. « *La leçon de tels malheurs est que la fortune des peuples doit résider entre leurs propres mains* » écrit un des survivants, l'anabaptiste Jan Van Leyden. Il deviendra un des pères de la pensée républicaine et inspirera Voltaire, mais aussi Jefferson et Franklin. ■



LA FRANCE CHOISIT DE RENDRE HOMMAGE À CHEIKH ZAYED

Le cheikh Zayed, président des Émirats arabes unis, est décédé le 2 novembre 2004. Homme politique modéré et habile, il avait su préserver son pays des turbulences régionales tout en le faisant bénéficier de la manne pétrolière. Adulé par son peuple, il était cité comme exemple de sagesse dans le monde musulman. Bien que ses obsèques se soient déroulées le 3, le président français Jacques Chirac se rendra le 5 à Abou Dhabi présenter ses condoléances aux Émiratis. Il ne pourra donc participer à la réception du Premier ministre irakien prévue le même jour par le Conseil européen. La France entend rendre hommage à un dirigeant respecté qui a assuré l'indépendance et la prospérité de son pays, plutôt qu'à un aventurier qui a livré son pays à la Coalition et bombarde sa population. Le Conseil suprême a élu Khalifa ben Zayed ben Sultan al-Nahyan, fils du défunt et Premier ministre d'Abou Dhabi, pour lui succéder. En 2002, le nouveau monarque avait fait traduire en arabe *L'Effroyable imposture* de Thierry Meyssan et l'avait fait offrir à 5 000 personnalités. Il avait alors fait l'objet d'une violente campagne de diffamation aux États-Unis. ■

Amérique latine

Retour à la guerre sale des années soixante-dix

Au moment où George W. Bush doit définir les objectifs de son second mandat présidentiel, le journaliste mexicain Carlos Fazio rappelle que des plans d'intervention militaire en Amérique latine ont été préparés par le Pentagone dès le 11 septembre. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils permettraient aux États-Unis d'éradiquer toute opposition à leur domination impériale sur le continent. Pratiquement, Washington ferait sous-traiter ces guerres par des armées locales et des mercenaires, réutilisant ainsi les techniques de la guerre sale des années 70 sans avoir à se salir directement les mains avec des escadrons de la mort.



Le sous-secrétaire de l'armée de terre états-unienne, Les Brown-Lee, à Tolémaida (Colombie) visitant un centre d'entraînement des forces paramilitaires en octobre 2002

Avec le vote d'un budget colossal alloué au Pentagone et la nomination d'un expert en opérations clandestines comme nouveau directeur de la CIA, l'administration Bush semble avoir entamé une nouvelle étape dans sa politique de guerres préventives et de domination totale.

La crise des services secrets a été mise en lumière par la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 11 septembre 2001 et par la justification contestée avancée pour envahir l'Irak. Elle a mis en difficulté l'actuelle équipe techno-militaire et de sécurité nationale de la Maison-Blanche et a poussé à la démission le directeur de la CIA, George Tenet. Pourtant, tout indique que, une

fois élu [1], M. Bush doit choisir où il va livrer sa prochaine guerre. Parce que, où que ce soit, il lui en faut une ...

D'une part, les 416 milliards de dollars destinés au budget du Département de Défense étayaient cette hypothèse. D'autre part, le curriculum vitae du nouveau directeur la CIA, Porter J Goss [2], représentant républicain de la Floride et président du Comité du renseignement de la Chambre des représentants, augure une nouvelle ère de déstabilisations et d'actions secrètes, avec ses deux corollaires classiques, la tertiarisation et la mercenarisation de la guerre.

Goss, dont la nomination devra être confirmée par le Sénat, a débuté à la section des Opérations spéciales de la CIA en 1962. Depuis les bureaux de l'agence à Miami, il a pris part à diverses actions ouvertes et/ou clandestines contre Cuba, y compris l'invasion Baie des cochons, l'opération Mangoose [3], la crise des missiles et plusieurs tentatives d'assassinat de Fidel Castro [4]. Par la suite, l'agence l'a envoyé sur plusieurs « points chauds », comme le Mexique, la République dominicaine et Haïti. Comme l'a dit Bush, l'ex-espion Goss connaît la CIA « de l'intérieur comme de l'extérieur ».

Choisir l'ennemi

Si dans la conjoncture immédiatement postérieure aux attentats contre les Tours Jumelles à New York et **contre le Pentagone** à Washington, dans l'éventail d'options - pour influencer l'opinion publique américaine et obtenir un consensus rapide à une réponse guerrière -, l'Afghanistan et l'Irak réunissaient avec facilité les caractéristiques pour servir de point de contact « huntingtonien » (Alain Joxe - directeur du Centre de Sociologie de la Défense -, dixit) entre l'islam et la chrétienté, pour transformer ces options « antiterroristes » en croisade [5], l'actuel enlèvement militaire en territoire irakien élargit l'éventail à des pays qui se trouvent hors du « stock » islamique ou religieux.

On sait aujourd'hui que, quelques jours après le 11 septembre, face à l'absence « bons objectifs » en Afghanistan, le sous-secrétaire à la Défense, Douglas Feith, un des faucons sionistes de l'entourage de Bush, a distribué un mémorandum secret où il recommandait d'attaquer en Asie ou en Amérique du Sud pour « *surprendre les terroristes* » [6]

Comme l'a révélé la revue Newsweek (09/08/04), le rapport - commandé par Feith à l'analyste de Défense, de Michael Maloof, et à l'expert en affaires Moyen-Orientales, David Wurmser - a suggéré comme objectif militaire « *une contrée lointaine* » de l'Amérique du Sud où confluent les frontières du Paraguay, de l'Argentine et du Brésil. Selon la propagande de guerre états-unienne, la zone, connue comme « *la triple frontière* », serait un refuge pour des « *cellules dormantes* » du **Hezbollah**, parti politique libanais issu de la résistance chiite à l'occupation israélienne. Si bien que cette zone géographique située aux portes de l'Amazonie peut devenir une cible militaire – sous couvert de « croisade » religieuse - de la CIA et du Pentagone, et l'opinion publique est déjà « sensibilisée » à l'aventurisme expéditionnaire de Bush et à « sa lutte » du Bien contre le Mal. On ne peut écarter de la liste des options Cuba [7] et le Venezuela. Pas plus que la Colombie [8], où le Pentagone a déjà un pied.

L'option vénézuélienne a déjà été prévue par la CIA, cependant le coup d'État

fomenté a échoué [9]. Selon une information publiée par le quotidien espagnol *El Mundo*, dans l'éventualité où le président du Venezuela Hugo Chávez resterait au pouvoir après le referendum révocatoire engagé par l'opposition (avec l'appui politique et économique secret de la Maison-Blanche), la CIA « *a des plans* » pour résister à l'influence du mandataire et à sa révolution bolivarienne dans d'autres pays de la zone, en particulier la Colombie, l'Équateur, la Bolivie et le Pérou [10].

Toujours selon *El Mundo*, la semaine précédant le referendum du 15 août, le directeur du Département des Affaires de l'Hémisphère Sud de la CIA, William Spencer, s'est réuni à Santiago du Chili avec d'autres agents de l'Agence déployés dans ces pays, pour affiner un plan qui disposerait déjà du financement du Département du Trésor et du Pentagone.

Le risque que l'Amérique latine se transforme en une scène de violence globale que le Français Alain Joxe appelle « l'Empire du chaos » est réel [11]. Après la chute du mur de Berlin, les États-Unis se sont construits une supériorité militaire absolue et portent à leur actif une longue liste de massacres asymétriques dans plusieurs parties du monde, qui par ses caractéristiques rappelle ceux perpétrés par les dictatures militaires de l'Amérique du Sud dans les années 70.

Pour les massacres ciblés, les disparitions forcées et l'utilisation de la « torture scientifique » comme méthode d'interrogatoire [12] - organisées et centralisées par Washington dans le cadre de la Guerre froide et sa stratégie de « lutte contre le communisme » -, les États-Unis ont eu recours dans le cadre de la sous-traitance aux armées du secteur, sur la base d'une stratégie unifiée : la Doctrine de Sécurité Nationale. Les exécutions « à chaud » des « ennemis de l'intérieur » ont été perpétrées par des troupes d'élite et des groupes paramilitaires.

La mercenarisation des conflits

Actuellement, la domination impériale « unipolaire » mène en marge de l'État de droit et des règlements internationaux, et donc dans le chaos, des guerres de répression néo-darwinistes sous couvert de lutte contre le « terrorisme » (l'éradication de cette forme de violence, comme l'affirme Joxe, n'est pas un objectif clausewitzien qui peut mener à la victoire et la paix). Ces guerres sont livrées par la force militaire asymétrique du Pentagone, qui repose sur la domination issue de la révolution électronique, tant dans la sphère militaire, et des communications, que dans celle de l'économie et de la finance, avec l'appui de la CIA et d'autres agences de la « communauté du renseignement », avec des méthodes d'influence indirecte et des moyens d'action clandestins dans le cadre de ce qu'il convient de nommer « opérations militaires autres que la guerre » (ou MOOTW, pour Military Operations Other Than War).

Comme le fait remarquer à son tour Peter Lock, expert en sécurité, là où la violence de la guerre ouverte et conventionnelle des États-Unis « *s'avère superflue* », les appareils bureaucratiques du Pentagone et de la CIA recourent « *à la privatisation systématique et à la sous-traitance des prestations de services de violence* ». C'est-à-dire, la « *mercenarisation* » de la politique interventionniste et expansionniste de la Maison-Blanche avec les « chiens de guerre », qui font le « sale boulot », qui autrefois était réalisé par les unités d'élite et les escadrons de la mort, les exécutants de la sale guerre.

Selon Peter Lock, en tant que puissance militaire hégémonique incontestée, les États-Unis ont « *l'intention d'employer de manière indiscriminée et préventive des moyens violents pour imposer leurs intérêts dans le cadre de la guerre contre le terrorisme* ». À son avis, la logique de la guerre contre le terrorisme de George W Bush implique « *une prise de pouvoir presque absolue* » par l'exécutif états-unien. Dans la mesure où « *l'on abuse* » du thème de la menace terroriste « *comme moyen politique pour la conservation du pouvoir* », on atteint des « *dimensions totalitaires* ».

Dans différentes zones de l'Amérique latine (sauf la Colombie), et du fait que la présence in situ des soldats du Pentagone a une charge idéologique, militaire et politique négative (issue de 200 ans de pratique impérialiste à l'échelle du continent), Washington a eu recours à des entreprises privées de sécurité ou de mercenaires, qui lui permettent de mener des guerres de basse intensité (GBI, une variante de la contre-insurrection classique) sans déployer directement des troupes qui, éventuellement, pourraient compromettre les États-Unis dans leurs actions secrètes.

La « *privatisation de la guerre* » permet de recycler les anciens de la « *sale guerre* » des années 70 en « *militaires privés sous contrat* » qui se chargent de fournir un appui logistique, du « *conseil* » militaire et de l'entraînement ainsi que des tâches d'espionnage interne, au moyen d'entreprises de sécurité comme Kroll Associated, DynCorp, Kellogg Brown and Root (filiale de la compagnie Halliburton) et MPRI.

De plus, grâce à l'épouvantail de la « *guerre au terrorisme* », la continuité des formations et entraînements militaires dispensés par le Pentagone aux forces armées de la région est garantie ; affaire lucrative qui permet, à la fois, de former et de recruter des cadres locaux sensibilisés aux intérêts stratégiques de Washington.

Tout ceci est associé à la bonne vieille stratégie du matraquage médiatique afin de créer dans l'opinion publique un climat propice à l'expression d'un « *besoin* » de sécurité croissant. Une sensation de chaos et de déstabilisation orchestrée par les exécutifs de la violence, que Stella Calloni a défini comme « *faire crier l'insécurité* » [13]. C'est-à-dire l'insécurité comme une affaire qui est du ressort de la contre-insurrection et peut dériver vers un nouveau cycle répressif qui puise dans les anciens outils de la guerre sale, parmi eux les meurtres sélectifs, les inévitables « *disparitions* », la torture et le contrôle de la population.

De manière larvée, il existe des indices qu'une opération régionale de ce type est dans les plans de Washington. Avec un budget multimillionnaire pour ses « *guerres préventives* », avec la nomination d'un expert pour les actions clandestines au quartier général de la CIA, et devant l'irruption de mouvements massifs qui défient le pouvoir impérial dans plusieurs zones de l'hémisphère, Bush pourrait déclencher un nouveau cycle d'aventures belliqueuses dans le secteur. Les objectifs pourraient être Cuba, le Venezuela, la Colombie ou la triple frontière, sans détourner l'attention d'autres « *points chauds* » comme le Mexique. Mais seul le dieu de Bush le sait.

Carlos Fazio

Journaliste, analyste international du quotidien LA JORNADA (Mexique).

[1] George W. Bush n'avait pas été élu président des États-Unis, en 2000, mais avait été nommé par la Cour suprême à la faveur d'une fraude massive. Il a donc été élu président pour la première fois en 2004.

[2] Pour un portrait du nouveau directeur de la CIA, voir « **Porter J. Goss veut en découdre avec la France** », *Voltaire*, 28 septembre 2004. Pour sa politique, voir « **Porter J. Goss préfère l'action au renseignement** », *Voltaire*, 22 octobre 2004.

[3] Sur le volet le plus critiqué de Mongoose, voir « **Quand l'état-major américain planifiait des attentats contre sa propre population** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 5 novembre 2001.

[4] Par exemple : « **Les cigares de la Mangouste** », *Voltaire*, 15 octobre 2004.

[5] « **La Guerre des civilisations**, Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[6] La question des opérations militaires visant à éradiquer tous les groupes armés non-étatiques anti-états-uniens dans le monde a été soulevée par Henry Kissinger le soir même du 11 septembre, puis explicitée par lui quatre jours plus tard. Cf. « **Destroy the Network** », *The Washington Post*, 11 septembre 2001. Et « **A War to free the future from fear** », *The Los Angeles Times*, 15 septembre 2001.

[7] « **Le Plan Powell pour l'après-Castro** » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 16 juin 2004.

[8] « **Le Plan Colombie : cocaïne, pétrole et mercenaires** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 25 février 2004.

[9] « **Opération manquée au Venezuela** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

[10] « **La CIA prepara planes contra Chavez si continua en el poder tras el referendum del dia 15** » par Ramy Wurgaft, *El Mundo*, 9 août 2004.

[11] *L'Empire du chaos* par Alain Joxe, La Découverte éd., 2002.

[12] « **Les manuels de torture de l'armée des États-Unis** » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 26 mai 2004.

[13] *Masiosare* n°346, 8 août 2004

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Vers une criminalisation de l'antisionisme ?

Analyse

Les analystes européens ont la gueule de bois. Après avoir pris fait et cause pour John Kerry et avoir prédit son élection à la Maison-Blanche, ils se heurtent à la réalité. Ne doutons pas que ces éditorialistes ne tarderont pas à reprendre la plume comme si de rien n'était. Pour le moment, ils laissent la place à d'autres polémiques.

Le romancier et ancien responsable d'opérations secrètes au cabinet du ministre de la Défense, Jean-Christophe Rufin, a remis au ministre de l'Intérieur un rapport relatif à la lutte contre l'antisémitisme. Ce document reprend à son compte l'argumentaire diffusé par le gouvernement Sharon après la conférence onusienne de Durban par le biais d'un cabinet de relations publiques. Il assimile ainsi toute critique de la politique de l'État d'Israël et toute remise en cause du caractère juif de cet État à de l'antisémitisme, partant de là, il propose de criminaliser les opinions antisionistes. Ce rapport a suscité de réactions indignées dénonçant une atteinte en germe à la liberté d'expression.

Dans *Le Monde*, M. Rufin admet s'être exprimé de manière maladroite, sans remettre en cause le fond de ses analyses, et déplore que les autres propositions formulées dans son rapport aient été occultées par cette polémique.

Dans une tribune publiée le même jour par *Libération*, le politologue Pascal Boniface, qui fut victime d'une campagne de calomnies après avoir conseillé au Parti socialiste de prendre ses distances avec la politique d'Ariel Sharon, revient sur l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Il montre que ces notions sont absolument distinctes l'une de l'autre.

Les lecteurs français ne seront pas étonnés de voir ce débat se cristalliser autour de ces deux auteurs. Pascal Boniface est connu pour la continuité de son engagement à gauche et ses critiques de l'atlantisme post-Guerre froide, tandis

que Jean-Christophe Rufin a servi successivement au cabinet de ministres libéraux, puis gaullistes, avant de rejoindre les souverainistes. Il préside une association humanitaire, Action contre la faim, créée en 1979 avec le soutien de l'administration US pour agir en Afghanistan après l'intervention soviétique. En outre, Pascal Boniface est le directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il employa Jean-Christophe Rufin comme sous-directeur. Après avoir travaillé ensemble, les deux hommes se déchirèrent à propos d'un projet d'ouvrage commun auquel renonça M. Rufin et qui fut conduit à son terme par M. Boniface.

S'exprimant au nom du gouvernement israélien, Silvan Shalom signe un vibrant hommage aux États-Unis dans *Le Monde*. Il appelle l'Union européenne à suivre l'exemple de Tel-Aviv et à renforcer son partenariat avec Washington. Le lecteur sera surpris du caractère irréaliste de ce discours atlantiste : contre toute évidence historique, il est affirmé que les États-Unis ont conduit l'Alliance contre le nazisme (alors que l'investissement de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale est sans commune mesure), puis contre le communisme (comme si l'Union soviétique avait été vaincue militairement). Puis, il est affirmé que l'administration Bush a remporté un succès en démocratisant l'Afghanistan (où ils ont tué plus de 20 000 civils et organisé des élections truquées) et l'Irak (où ils ont tué plus de 100 000 civils et imposé un gouvernement de collaboration).

Nir Boms et Reza Bulorchi participent à la création d'un nouveau think tank chargé de promouvoir la politique de « démocratisation » du Proche-Orient de l'administration Bush 2, le Center for Freedom in the Middle East. Ils signent ensemble une tribune dans le *Jerusalem Post* pour stigmatiser la cruauté du gouvernement iranien qui, selon Amnesty International, pratique les exécutions capitales à l'encontre d'enfants criminels. Ils en concluent qu'un État gouverné par de tels individus serait un danger pour l'humanité s'il venait à acquérir l'arme nucléaire. Cependant, on peut militer contre la peine de mort en général et l'exécution de mineurs en particulier et néanmoins s'interroger sur la logique d'une telle conclusion. D'autant que si ce raisonnement était valide, il conviendrait de l'appliquer à tous les États appliquant la peine de mort à des enfants. Or, si l'on se réfère encore à Amnesty International, on observera que, si depuis 1990 l'Iran a exécuté 10 mineurs, **les États-Unis en ont exécuté 19**.

Martha Kessler, ancienne analyste de la CIA, souligne dans le *Los Angeles Times* que, quel que soit le jugement que l'on porte sur la présence syrienne au Liban, il est hasardeux de chercher à y mettre fin. Washington et Paris ont eu tort de faire pression sur Damas, car un retrait de l'armée syrienne du Liban ramènerait le pays du cèdre à la situation confuse qu'il connût avant son arrivée, voire à une reprise de la guerre civile.

Enfin, alors que Yasser Arafat agonise dans un hôpital parisien, Michael Freund, ancien collaborateur de Benjamin Netanyahu, s'indigne dans le *Jerusalem Post* des messages de compassion qu'il a reçu. Selon lui, Israël aurait dû utiliser la maladie du président de l'Autorité palestinienne pour l'interner dans un hôpital carcéral et non le « laisser fuir ».

Réseau Voltaire

Jean-Christophe Rufin



Ancien vice-président de Médecins sans frontières (MSF), membre du cabinet de François Léotard au ministère français de la Défense et Prix Goncourt 2001, Jean-Christophe Rufin est auteur d'un rapport sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

« Pacifier le débat sur le racisme et l'antisémitisme »

Source : Le Monde

Référence : « Pacifier le débat sur le racisme et l'antisémitisme », par Jean-Christophe Rufin, *Le Monde*, 3 novembre 2004

Quand on veut combattre le racisme et l'antisémitisme, il est important de garder leur sens au mot. Dans le domaine international, nous sommes parvenus à limiter l'usage du terme « génocide » et à le réserver à des cas bien précis. Son emploi est désormais porteur de conséquences internationales majeures comme on l'a vu au Darfour. « Racisme », « nazisme », « apartheid » sont des termes qui me paraissent mériter la même retenue et la même prudence.

En écrivant cela dans mon rapport remis au ministère de l'Intérieur, mon intention n'était pas de limiter le droit de débattre. Critiquer le gouvernement des autres États, y compris celui d'Israël, soutenir la lutte des Palestiniens sont des opinions que tous les citoyens ont le droit absolu d'exprimer, et nul ne peut le remettre en cause. L'objectif de mon rapport est simplement de m'interroger sur les moyens de pacifier le débat sur le racisme et l'antisémitisme en France. En France, aujourd'hui, il existe un nombre important de personnes, la plupart du temps jeunes, voire très jeunes, souvent issues de l'immigration - pas nécessairement maghrébine -, que la perte de repères, la frustration sociale et de nombreuses discriminations rendent vulnérables à des idéologies dangereuses qui les mènent vers la violence. Dans ce contexte, il convient d'être prudents car les mots peuvent tuer. Ceux qui ont l'oreille des jeunes, parce qu'ils traitent de questions qui les passionnent, telles que l'écologie, l'avenir du tiers-monde et de la mondialisation, me paraissent avoir un devoir de vigilance dans leurs propos.

J'ai peut-être présenté ces idées de manière un peu abrupte ou maladroite dans mon rapport. Le fait d'évoquer la possibilité de créer de nouveaux outils juridiques était probablement maladroit. La présentation simplifiée de cette proposition a pu laisser croire, à tort, qu'il s'agissait d'attenter à la liberté d'opinion. Si je fais ce rectificatif, c'est que l'arbre de cette controverse cache mes autres propositions qui constituent les bases d'un plan, nécessaire, pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme. L'une de ces mesures me tient particulièrement à cœur : l'ouverture d'un deuxième guichet pour les migrants, permettant de traiter dignement la question de la migration économique afin de décriminaliser l'immigration et de changer le regard porté sur les étrangers.



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

« De la critique à l'antisémitisme »

Source : Libération

Référence : « De la critique à l'antisémitisme », par Pascal Boniface, *Libération*, 3 novembre 2004.

De nombreux responsables communautaires juifs et des intellectuels juifs et non juifs ont largement répandu l'idée que la critique du gouvernement israélien n'était qu'un alibi pour exprimer de l'antisémitisme. Cette thèse a été reprise par Jean-Christophe Rufin dans un rapport au ministre de l'Intérieur sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il estime qu'il existe « un antisionisme moderne né au confluent des luttes anticoloniales, antimondialisation, antiracistes, tiers-mondistes et gauchistes » et cet « antisionisme est un antisémitisme par procuration ».

Il semble important de définir les termes. L'antisémitisme est l'hostilité ou la haine à l'égard des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs. L'antisionisme est le refus de l'existence de l'État d'Israël. Ces deux sentiments peuvent aller de pair, mais pas forcément. Il y a de nombreux juifs antisionistes pour des raisons religieuses ou politiques. D'autres sont sionistes, mais c'est justement leur attachement à Israël qui les conduit à critiquer **Ariel Sharon**, coupable à leurs yeux de porter atteinte aux intérêts à long terme d'Israël. Il existe également des sionistes antisémites, on en trouve dans l'extrême droite française qui préfèrent voir les juifs en Israël plutôt qu'en France et approuvent la politique de répression des Palestiniens par racisme anti-arabe. Les Chrétiens sionistes américains soutiennent la politique de Sharon. Pour eux, le retour des juifs en Terre sainte servirait de prélude à leur adhésion au Christ et, pour ceux qui ne le font pas, à leur destruction physique. Ils sont donc antisémites et sionistes. L'assimilation des deux termes visent surtout aujourd'hui tous ceux qui combattent l'antisémitisme, qui reconnaissent le droit pour Israël d'exister dans des frontières sûres et reconnues, qui condamnent les attentats-suicide, mais qui critiquent la conduite de son gouvernement. Pourquoi condamner la politique d'un gouvernement équivaldrait-il à nier l'existence de l'État ? Bien sûr, vos accusateurs affirmeront qu'il est possible de critiquer Sharon sans être taxé d'antisémitisme et qu'eux-mêmes peuvent exprimer des réserves sur la politique israélienne. Mais, outre le fait qu'on a du mal à identifier de telles critiques venant de leur part, ils interdisent aux autres dans la pratique ce qu'ils disent tolérer en théorie. La critique du gouvernement israélien est comparable à ce qu'était la liberté syndicale ou religieuse dans les pays communistes. C'est théoriquement possible. Mais, si vous passez à la pratique, vous allez au-devant de graves problèmes. Si on critique **George W. Bush** pour sa politique en Irak, on ne sera pas forcément taxé d'antiaméricanisme (bien que cela soit de plus en plus fréquent) ; si on critique la politique de **Vladimir Poutine** en Tchétchénie, on ne sera pas accusé d'être antirusse... etc. On voit bien le danger d'un tel raisonnement sous couvert de lutter contre l'antisémitisme, on criminalise la critique politique d'un gouvernement. C'est un moyen d'empêcher le débat car l'accusation d'antisémitisme, même injustifiée, fait de vous un paria dans de nombreux cercles.

À terme, cette politique est catastrophique, elle revient à banaliser l'antisémitisme.

Silvan Shalom



Silvan Shalom est le ministre des Affaires étrangères d'Israël et vice-Premier ministre.

« Le partenariat américano-européen est crucial »

Source : Le Monde

Référence : « Le partenariat américano-européen est crucial », par Silvan Shalom, *Le Monde*, 3 novembre 2004.

À l'heure des élections américaine, c'est le moment de nous souvenir de la contribution unique des États-Unis à la paix et à la stabilité du monde. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont conduit l'effort commun des démocraties pour promouvoir les valeurs universelles de liberté, de chance pour chacun, de tolérance et d'égalité dans une société globale. Grâce à une direction forte, ils ont vaincu le fascisme et le communisme. Bien sûr, ils n'ont pas pu faire cela seuls car dans le monde globalisé qui est le nôtre, un seul pays ne peut pas définir et appliquer des solutions à ces défis. L'Amérique a besoin de l'Europe et de tous les autres pays engagés par les valeurs de démocratie et de liberté.

De son côté, l'Europe a tout autant besoin de l'Amérique car elle est autant menacée aujourd'hui par la tyrannie du terrorisme et du fondamentalisme radical que les États-Unis, la Russie, Israël, l'Indonésie ou la Turquie. En Israël, nous trouvons atterrant que cette vérité fondamentale soit barrée par le vitriol de l'antiaméricanisme. Diverger sur les tactiques est légitime, mais cela ne doit pas obscurcir les intérêts communs des membres de l'Alliance atlantique et de tant d'autres pays.

Il est rassurant de savoir que, quel que soit le vainqueur de l'élection, ce sera une victoire pour les valeurs de démocratie et de liberté et que l'Amérique continuera de conduire les efforts du monde pour la paix et la démocratie. Personne ne peut nier le succès de ce leadership contre le fascisme, puis le communisme. Au cours des dernières années, nous avons assisté à des changements géopolitiques positifs de l'Afghanistan à la Libye, tandis que les droits démocratiques et la nécessité de véritables réformes s'enracinaient, lentement mais sûrement. Aujourd'hui, des citoyens des quatre coins du monde réclament la démocratie. En dépit des difficultés, c'est le chemin que prend l'Irak.

Le leadership américain pour la paix au Proche-Orient est aussi évident. C'est grâce à l'action de **Jimmy Carter**, puis de **Bill Clinton**, qu'Israël signa les traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie. L'Amérique joua aussi un rôle central pendant les négociations d'Oslo, et elle continue de jouer un rôle unique et irremplaçable dans les efforts diplomatiques pour mettre fin aux quatre longues années de campagne palestinienne de violence, afin que les pourparlers de paix puissent reprendre. L'Amérique soutient Israël, mais cela ne veut pas dire qu'elle est hostile aux Palestiniens car l'arrêt des attentats suicide va dans leur intérêt. Avec l'Union européenne et l'Amérique, Israël veut que les Palestiniens mettent en place un bon gouvernement qui combattrait le terrorisme et avec lequel on pourra négocier.

Il est triste de voir que les dirigeants les plus souvent critiqués au Proche-Orient ne sont pas ceux des régimes totalitaires ou terroristes, mais les États-Unis et leur rôle dans l'arène internationale. Au lieu de dénoncer les États-Unis, le monde arabe doit changer en s'inspirant de l'Europe dont les réalisations dans tous les domaines montrent clairement la vitalité et la valeur inhérente des efforts en faveur de la paix et de la démocratie. Tandis que l'Europe continue de consolider son union, ses responsabilités en tant que partenaire des États-Unis pour la défense des valeurs et des aspirations démocratiques à travers le monde ne peuvent que s'accroître. Ce partenariat américano-européen est crucial pour le succès de la bataille globale contre les ennemis de la tolérance et des libertés individuelles qui sont au cœur de notre mode de vie.

Nir Boms, Reza Bulorchi

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed du cabinet Benador Associates. Il est vice-président du Centre for Freedom in the Middle East .

Reza Bulorchi est le directeur exécutif de l'US Alliance for Democratic Iran, une organisation membre du Centre for Freedom in the Middle East .

« Iran : enfants et bombes nucléaires »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Iran : children and nukes », par Nir Boms et Reza Bulorchi, *Jerusalem Post*, 3 novembre 2004.

Alors que le monde cherche la réponse appropriée au programme nucléaire iranien, Téhéran poursuit sa politique : enrichir de l'uranium, développer des missiles à longue portée et promouvoir le respect de la loi. Par respect de la loi, il faut comprendre respect du type de justice défendue par les mollahs, une justice qu'ils appliquent chez eux et qu'ils veulent exporter au monde.

La semaine dernière, dans une lettre à **Kofi Annan**, les forces Bassij, un groupe paramilitaire iranien, ont demandé le droit d'envoyer des observateurs aux États-Unis pour surveiller les élections présidentielles états-uniennes. Ces observateurs feraient mieux de travailler à la défense de la démocratie et de la justice chez eux. À la mi-octobre, une écolière de 13 ans a été condamnée à mort par lapidation pour une relation incestueuse avec son frère de 15 ans. Zhila Iradi, qui est tombé enceinte a été accusée d'avoir commis un « péché moral » et d'avoir donné naissance à un « enfant impie ». Son frère, qui ailleurs aurait été accusé de viol, a été condamné à 150 coups de fouet. Face à la pression internationale, la peine de Zhila a été repoussée et elle est actuellement en prison. En août dernier, le régime a exécuté Atefeh Rajabi, une jeune fille de 16 ans pour des relations sexuelles avec un homme non marié. Rajabi, une orpheline qui a souffert d'abus répétés de la part de ses proches, aurait été violée pendant son interrogatoire par le même juge qui l'a condamné à mort. Le 18 octobre, la cour suprême a condamné à mort trois jeunes garçons et ils seront gardés prisonniers jusqu'à leur majorité où ils seront exécutés. Un Afghan de 16 ans accusé de trafic de drogue a subi la même sentence. L'exécution de Rajabi était la dixième exécution d'un mineur depuis 1990 d'après **Amnesty International**. Ces enfants rejoignent dans la mort les milliers d'enfants morts en étant envoyés dans les champs de mine dans les années 80 et ceux exécutés pour des raisons politiques depuis 1979. En tant que signataire de la convention pour les Droits de l'enfant, l'Iran ne devrait pas condamner à mort des personnes pour des crimes commis avant leur majorité, mais la justice

iranienne s'en moque. Les négociations concernant la bombe iranienne ne mènent nulle part car le régime des mollahs veut la bombe à tout prix. Imaginez ce qu'ils feront aux « infidèles » avec cette arme, eux qui ont si peu de respect pour la vie de leur propres enfants.

Martha Kessler



Martha Kessler était analyste sur les questions du Proche-Orient à la CIA jusqu'en 2000. Elle est l'auteur de *Syria : A Fragile Mosaic of Power*.

« Un danger en poussant la Syrie hors du Liban »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Danger in Pushing Syria Out of Lebanon », par Martha Kessler, *Los Angeles Times*, 1er novembre 2004.

Au début du mois de septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution appelant au départ de toutes les forces étrangères stationnées au Liban. La résolution était présentée par un couple inhabituel : la France, qui veut restaurer sa sphère d'influence au Liban, et les États-Unis, qui veulent un Liban plus accommodant, une Syrie plus faible et casser la relation triangulaire Liban-Syrie-Iran contre Israël et l'influence états-unienne. Toutefois, la résolution a échoué et le Parlement libanais a adopté un texte offrant une prolongation de mandat de trois ans à Émile Lahoud, un partisan de Damas. Les États-Unis ont haussé le ton et menacé de geler les possessions de dirigeants syriens ou libanais non-coopératifs. C'est cette menace qui a sans doute poussé le milliardaire Rafik Hariri à démissionner de son poste de Premier ministre, lui qui possède de nombreux holdings aux États-Unis. Les efforts des États-Unis peuvent sembler légitimes, mais ils sont dangereux. Damas a envoyé des troupes au Liban à contrecœur pour stabiliser un pays dont le conflit risquait de s'étendre sur son territoire. Il faut se souvenir qu'à l'époque, le Liban vivait une situation analogue à celle de l'Irak aujourd'hui en termes de violence. Bien sûr, la Syrie a utilisé sa présence au Liban pour défendre ses intérêts, mais personne ne peut prédire comment évoluerait le Liban sans la présence syrienne. On peut imaginer une poussée des islamistes, un retour des tensions avec Israël ou une arrivée des seigneurs de guerre. En outre, les Libanais sont davantage prêts à accepter la Syrie que la France ou les États-Unis.

Michael Freund

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« De la compassion vis-à-vis d'une personne cruelle »

Source : Jerusalem Post

Référence : « About being kind to the cruel », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 3 novembre 2004.

Les marques de sympathie envers Yasser Arafat se sont multipliées chez les dirigeants du monde. Jacques Chirac, Vladimir Poutine, Hu Jintao et même le département d'État lui ont souhaité un prompt rétablissement. Leila Shahid, la représentante d'Arafat à Paris, a affirmé qu'il avait reçu beaucoup de lettres de soutien et une correspondante de la BBC a affirmé avoir pleuré quand le « frêle et vieil » Arafat était parti pour suivre son traitement.

On pourrait être touché par ces marques de compassion, mais s'agissant d'Arafat, elles sont inopportunes. Il faut se souvenir de qui on parle : un tueur en série qui s'est dévoué à la violence et au terrorisme. Il est responsable de la mort de milliers de personnes et il a corrompus les valeurs de générations de Palestiniens. Pourquoi autant de dirigeants du monde montrent-ils plus de compassion pour cet assassin que pour ses victimes ? Un Israélien sur cinq a vu un de ses proches tué ou blessé par le terrorisme palestinien, mais l'éditorialiste d'*Ha'aretz* Gideon Levy a demandé qu'Israël fournisse une assistance médicale à Arafat. Pourquoi les États-Unis n'aideraient-ils pas Ben Laden tant que nous y sommes ?

Il ne faut pas être miséricordieux avec les cruels et Israël n'aurait pas dû laisser ce gangster s'évader. Pour lui, l'hôpital d'une prison était plus approprié.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .